

## Editorial Aktuell 6

### Politique d'austérité et démantèlement social: une voie qui conduit à l'impasse

Jean-Claude Reding, président de l'OGBL

Il est quand même étonnant. Après qu'en 2008 et 2009, les erreurs des dirigeants du secteur financier aient été réparées par le biais de milliards d'euros d'argent public, ce sont les sauveurs de 2008, c'est-à-dire le pouvoir public des pays européens, qui sont aujourd'hui exposés à la critique internationale. Pire encore, les coupables s'enrichissent en demandant des intérêts élevés sur les dettes publiques contractées justement pour les sauver. Rien n'est en vue qui indiquerait l'abandon de l'idéologie de dérégulation néolibérale, l'abandon de la politique qui favorise systématiquement le capital par rapport au travail, l'abandon d'une politique qui conduit à de plus en plus d'injustice distributive. Bien au contraire! Tous les pays de l'Union européenne sont actuellement engagés à réduire au même moment leurs déficits publics par le biais d'une politique d'austérité qui nuira fortement au pouvoir d'achat des citoyens européens, qui conduira à une dégradation supplémentaire des services publics et qui affaiblira les systèmes de sécurité sociale. Cette politique risque de nous mener vers une récession.

Au Luxembourg aussi, le gouvernement a présenté en janvier passé une stratégie budgétaire à moyen terme qui vise une réduction immédiate de la dette publique. Des scénarios plus souples pour réduire le déficit public et endiguer l'évolution des dettes tels que proposés par l'OGBL n'ont pas été pris en considération dans le cadre des négociations tripartites, même si suite à la pression syndicale il est maintenant prévu de limiter certaines mesures d'austérité sur deux ans et de dresser un bilan intermédiaire en 2012. Le paquet de mesures proposées par le ministre des Finances a rencontré une forte opposition de la part de l'OGBL. En outre, le parti socialiste a reconsidéré sa position par rapport au paquet initial. Tout cela avait comme effet que le gouvernement a finalement renoncé à certaines mesures particulièrement cruelles notamment en ce qui concerne la politique familiale et sociale.

Il n'y a pas eu de discussion sérieuse sur les mesures retenues. Des alternatives socialement plus équitables comme l'introduction d'un impôt de crise pour le secteur financier, d'une «super-tranche» d'imposition sur les salaires élevés, d'un impôt de crise sur les fortunes élevées, d'une augmentation des revenus fiscaux par le biais d'un bouclage des lacunes fiscales et de l'introduction de mesures conséquentes pour lutter contre la fraude fiscale ont été occultées quoiqu'elles auraient permis de soulager sensiblement les salariés à moyens et modestes revenus.

Le Premier ministre a préféré rompre les négociations de la tripartite et quitter la table des négociations sous prétexte du refus des syndicats de discuter d'une manipulation de l'adaptation des salaires et des pensions à l'évolution des prix. A la date actuelle, il n'y a pas de raison objective pour une telle manipulation. L'évolution économique du Luxembourg n'est pas menacée par l'évolution des salaires. Rappelons que dans les vingt dernières années, les revenus du capital ont augmenté plus vite que les revenus salariaux. Rappelons aussi qu'en comparaison avec nos pays voisins la rentabilité des entreprises est bonne au Luxembourg dans la majeure partie des secteurs.



Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

Christiane Wagner

Département Communication et Relations publiques

146, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg  
Tél.: (+352) 496005-261 Fax: (+352) 496005-290 [www.ogbl.lu](http://www.ogbl.lu)  
[presse@ogbl.lu](mailto:presse@ogbl.lu)

# Communiqué de Presse

(suite)

L'OGBL s'était prononcé en faveur d'une analyse différenciée des forces et faiblesses des différents secteurs économiques. Ceci n'a pas non plus été fait en raison de la fixation du Premier ministre sur l'indexation des salaires et des pensions et de l'«indexophobie» des hauts fonctionnaires des organisations patronales.

La tentative d'organiser un forcing par rapport à l'index a finalement échoué. Pourtant la question de l'index n'a pas été abandonnée et risque de repasser au premier plan de l'actualité sociopolitique en automne. L'OGBL continuera à défendre l'indexation des salaires et pensions. Dans la situation actuelle on ne trouve que peu d'arguments contre le système de l'indexation, bien nombreux sont cependant ceux en sa faveur.

Nous n'allons pas nous laisser déconcerter par cette discussion et nous continuerons à souligner que le paquet d'austérité et les mesures fiscales doivent être revus en faveur des petits et moyens salaires.

En automne, la réforme de notre système de pensions sera également à l'ordre du jour. L'OGBL défendra aussi dans ce domaine l'âge légal de la retraite et les prestations de l'assurance pension. Il y a des alternatives à une dégradation des prestations et à la privatisation de l'assurance vieillesse pour parer à l'évolution démographique.

En outre, la réforme de l'assurance maladie sera d'actualité en automne. La situation financière de cette assurance n'est pas non plus inquiétante et de ce fait, la réforme devra s'orienter aux besoins des assurés; elle devra viser en premier lieu une politique de santé de haute qualité et non d'éventuelles économies budgétaires.

Dans les mois à venir, l'OGBL organisera une vaste campagne d'information et de mobilisation sur tous ces sujets.